

ÉLECTIONS ONTARIENNES DE 2022

Votes antérieurs et positions des partis politiques en matière d'éducation postsecondaire

OCUFA

Ontario Confederation of University Faculty Associations
Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario

Des universités publiques **pour tous** • De bons emplois **pour tous** • Un avenir meilleur **pour l'Ontario**

Autorisé par l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario.

Votes antérieurs des partis politiques de l'Ontario concernant les enjeux de l'éducation postsecondaire

Cette ressource porte sur une liste sélectionnée de mesures législatives, de directives et d'initiatives liées à l'éducation postsecondaire qui ont été introduites au cours des quatre dernières années. Chaque entrée comporte une brève description de la mesure ainsi que les positions prises par les quatre partis représentés à l'Assemblée législative de l'Ontario. Les commentaires et les déclarations de l'OCUFA ont également été ajoutés pour un contexte supplémentaire.

Enjeu	NPDO	PLO	OPC	PVO
Projet de loi pour le retour au travail à l'Université York, inscrit dans la <i>Loi portant sur les priorités urgentes</i>	Contre	Contre, mais promettait un projet de loi semblable aux élections de 2018	Pour	Contre
Directive en matière de liberté d'expression sur le campus	Contre	Contre	Pour	Contre
Compression du financement pour l'expansion des campus	Contre	Contre	Pour	Aucune position dans le dossier
Projet de loi 47, abrogation du salaire minimum, des congés de maladie rémunérés, et des droits au travail équitable	Contre	Contre	Pour	Contre
Compressions du RAFFEO, mesure en faveur de la liberté de choix chez les étudiants, et réduction de 10 % des frais de scolarité	Contre	Contre	Pour	Contre
Financement accordé en fonction du rendement et attaque contre les professeurs âgés de 65 ans et plus	Contre	Contre, mais avait commencé à favoriser le FAFR lorsqu'il était au pouvoir	Pour	Contre
Mesure législative sur les plafonds salariaux	Contre	Contre	Pour	Contre
Projet de loi 168 et décret	A soulevé des inquiétudes en matière de liberté d'expression et universitaire dans la Chambre Uniquement contre le décret	N'a pas parlé du projet de loi ou du décret devant la Chambre ni n'a fait de commentaires à leur sujet	Pour	Aucune position dans le dossier
Octroi du statut d'université au <i>Canada Christian College</i>	Contre	Contre	Pour	Contre
Crise de l'Université Laurentienne et la LACC	A soutenu la Laurentienne et a demandé au gouv. d'intervenir	A soutenu la Laurentienne et a demandé au gouv. d'intervenir	A choisi de ne pas intervenir pour sauver les programmes et les emplois	A soutenu la Laurentienne et a demandé au gouv. d'intervenir
Disposition du projet de loi 276 pour faire de la NOSM une université indépendante	Contre	Contre	Pour	Contre

Juillet 2018

Projet de loi pour le retour au travail, inscrit dans la *Loi portant sur les priorités urgentes*

En juillet 2018, un projet de loi pour le retour au travail visant les membres en grève de la section locale 3903 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP 3903) à l'Université York a été l'une des premières mesures législatives présentées par le gouvernement PC nouvellement élu. Le recours au pouvoir législatif pour forcer la fin d'une grève mine le processus de négociation collective et encourage les employeurs à esquiver une participation sérieuse aux négociations, ce qui se traduit par des grèves futures plus longues et des employeurs qui entravent les négociations en attendant les interventions gouvernementales.

OPC : a voté pour

NPDO : a voté contre

PLO : a voté contre, même si les libéraux avaient promis d'adopter une loi de retour au travail semblable lors de leur campagne électorale, quelques mois auparavant

PVO : a voté contre

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/blog-posts/ocufa-statement-on-back-to-work-legislation-tabled-by-ontario-government/>

Août 2018

Directive en matière de liberté d'expression sur le campus

En août 2018, le gouvernement de l'Ontario a annoncé que les universités pourraient faire face à des compressions du financement si elles ne se conformaient pas aux nouvelles exigences concernant les politiques en matière de liberté d'expression sur le campus. Les professeurs, les étudiants et la communauté du campus critiquent vertement cette initiative et estiment que la menace de retirer le financement des établissements postsecondaires ne servira qu'à miner la qualité de l'éducation dans les universités et à pénaliser injustement les étudiants. En réalité, cette directive peut s'avérer contre-productive et freiner carrément la liberté d'expression sur le campus. Les membres de la communauté universitaire peuvent être dissuadés de s'exprimer par crainte de faire l'objet de représailles.

OPC : pour [la directive a été introduite par le gouvernement PC]

NPDO : a publié une déclaration d'opposition, <https://www.ontariondp.ca/news/statement-ndp-colleges-and-universities-critic-chris-glover>

PLO : était contre

PVO : a publié une déclaration d'opposition, <https://gpo.ca/2018/08/30/pc-government-must-clarify-new-free-speech-requirements/>

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/press-releases/ontarios-faculty-concerned-with-government-effort-to-tie-funding-to-university-free-speech-policies/>

Octobre 2018

Élimination du financement pour l'expansion des campus

En 2018, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il ne financerait plus trois nouveaux campus universitaires et collégiaux. Les campus d'expansion que devaient construire l'Université York et le Collège Seneca à Markham, l'Université Ryerson et le Collège Sheridan à Brampton, ainsi que l'Université Wilfrid Laurier et le Collège Conestoga à Milton étaient tous bien avancés, avec plus de 300 millions de dollars de financement promis par le gouvernement précédent, des terrains réservés, des bâtiments conçus, sans compter des années de travail acharné.

OPC : pour [l'annonce a été faite par le gouvernement PC]

NPDO : s'est adressé à l'Assemblée législative pour s'y opposer

PLO : s'y est opposé et le chef a fait des commentaires à ce sujet

GPO: aucune position dans le dossier

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/general/with-no-consultation-government-cuts-funding-for-expansion-campuses/>

Projet de loi 47, abrogation du salaire minimum, des congés de maladie rémunérés et des droits au travail équitable

En automne 2018, le gouvernement PC a adopté un projet de loi omnibus pour abroger tout un éventail de réformes des droits au travail équitable, introduites par le gouvernement libéral précédent, dont des dispositions pour des congés de maladie payés, un salaire minimum de 15 \$, la parité salariale, de meilleures dispositions pour la consolidation des unités de négociation, et des règles plus justes pour l'adhésion à un syndicat.

OPC : a voté pour

NPDO : a voté contre et a tenu une conférence de presse avec des représentants des groupes de l'EPS afin de discuter des répercussions néfastes du projet de loi pour les étudiants et pour les travailleurs du campus.

PLO : a voté contre

PVO : a voté contre

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/press-releases/ontario-faculty-deeply-disappointed-with-government-repeal-of-15-minimum-wage-and-fair-labour-laws/>

Janvier 2019

Annnonce du 17 janvier, compressions du RAFEO, mesure en faveur de la liberté de choix chez les étudiants (*Student Choice Initiative*), et réduction de 10 % des frais de scolarité

En 2019, le gouvernement PC a fait plusieurs annonces concernant des initiatives en matière d'éducation postsecondaire. Celles-ci incluaient l'annonce d'une réduction de dix pour cent des frais de scolarité et d'un gel subséquent de deux ans des frais de scolarité dans toutes les universités de l'Ontario, sans financement correspondant de la part du gouvernement afin d'en compenser le coût pour les universités. Les changements aux frais de scolarité se sont accompagnés d'une compression de 700 millions de dollars du RAFEO, ainsi que de la suppression de la période de grâce de six mois à laquelle les diplômés avaient auparavant droit, et pendant laquelle leurs prêts étudiants n'accumulaient aucun intérêt.

Le gouvernement a aussi lancé la mesure en faveur de la liberté de choix chez les étudiants (*Student Choice Initiative*), un plan visant à rendre facultatifs de nombreux frais afférents des étudiants (dont les cotisations versées aux associations étudiantes et aux groupes de défense et de soutien).

OPC : pour [l'annonce a été faite par le gouvernement PC]

NPDO : était contre et a publié une déclaration, <https://www.ontariondp.ca/news/osap-cuts-hit-students-hard>

PLO : était contre et s'est adressé à l'Assemblée législative contre la réduction des frais de scolarité et contre les compressions du RAFEO

PVO : était contre et a publié une déclaration, <https://gpo.ca/2019/01/16/buck-a-beer-approach-wont-fix-post-secondary-problems/>

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/press-releases/reckless-government-announcement-threatens-education-quality-and-students-rights/>

Avril 2019

Financement accordé en fonction du rendement et attaque contre les professeurs âgés de 65 ans et plus

Dans le cadre de son premier budget en 2019, le gouvernement PC a introduit plusieurs mesures importantes pour l'EPS, dont une compression de près de 700 millions de dollars du RAFEO, un nouveau modèle de financement pour les universités et les collèges qui lierait 60 % de leur financement aux « résultats en matière de rendement » d'ici 2024-2025, et un projet de loi qui vise les droits des professeurs âgés de 65 ans et plus.

Ce changement radical vers un modèle de financement accordé en fonction du rendement et la compression importante de l'aide financière aux étudiants ont déstabilisé le secteur. En dollars, le financement lié au rendement a augmenté de 50 millions de dollars (le montant pour 2018-2019) à environ 2,2 milliards de dollars d'ici 2024-2025. L'OCUFA mettait en garde depuis longtemps contre le changement vers l'affectation du financement des universités en fonction du rendement. Ce changement est contre-productif, car il créerait intrinsèquement des iniquités et minerait lentement, mais sûrement, l'intégrité du système d'éducation postsecondaire de l'Ontario.

La loi budgétaire incluait également un projet de loi qui menaçait de diminuer les salaires des professeurs âgés de 65 ans et plus, et de s'attaquer aux droits à la négociation collective et aux conventions collectives des professeurs.

OPC : a voté pour [dans le cadre de la loi budgétaire]

NPDO : a voté contre la loi budgétaire et a publié une déclaration sur le FAFR, <https://spy.ontariondp.ca/news/ford-tying-post-secondary-funding-political-directives-wrong-ndp>

PLO : a voté contre la loi budgétaire; mais le gouvernement libéral précédent est celui qui a amorcé le travail en vue de faire passer le modèle de financement à un modèle de financement accordé en fonction du rendement.

PVO : a voté contre et a critiqué l'introduction d'un modèle de FAFR.

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/press-releases/ontario-faculty-alarmed-by-proposal-to-overhaul-university-funding-in-provincial-budget/>

<https://ocufa.on.ca/blog-posts/ocufas-analysis-of-the-2019-ontario-budget/>

Juillet 2019

Mesure législative sur les plafonds salariaux

En juin 2019, le gouvernement PC a introduit le projet de loi 124, la *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*. Le projet de loi, qui a finalement été adopté, plafonnait les augmentations de salaire et de rémunération de nombreux travailleurs du secteur public, notamment les employés des universités, à un pour cent pour une période de trois ans. Il s'agissait d'une nouvelle attaque contre les droits du corps professoral, et de tous les travailleurs syndiqués du secteur public, à une négociation collective libre et équitable. La loi a eu des effets particulièrement néfastes pour les professeurs contractuels, car ils reçoivent de faibles allocations qui laissent beaucoup d'entre eux en difficulté chaque mois, et ils ont des emplois précaires et des revenus volatils. De plus, ils attendent depuis trop longtemps pour obtenir un salaire juste et des conditions de travail équitables.

OPC : a voté pour

NPDO : a voté contre

PLO : a voté contre

PVO : a voté contre

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/blog-posts/ocufa-responds-to-governments-proposed-wage-cap-legislation/>

Octobre 2020

Projet de loi 168 et décret

En 2020, le gouvernement PC a introduit le projet de loi 168, la *Loi de 2020 sur la lutte contre l'antisémitisme*, qui aurait inscrit dans la loi la définition provisoire imparfaite de l'antisémitisme utilisée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) et aurait encore plus confondu la critique légitime des politiques de l'État d'Israël avec l'antisémitisme. Alors que le projet de loi suivait le processus législatif et devait faire l'objet d'audiences publiques et recevoir des soumissions du public, le gouvernement Ford a choisi d'abuser de son pouvoir et de contourner la démocratie et le débat public pour faire adopter à toute vapeur les dispositions du projet de loi 168, par un décret.

La définition provisoire de l'IHRA et sa liste d'exemples restreignent la liberté d'expression et menacent la liberté universitaire en limitant la capacité des érudits à s'engager à une pédagogie et à une recherche qui incluent des critiques d'un État étranger. L'adoption de cette définition et de son application augmente les possibilités d'intimidation, de censure, et d'attaques à l'endroit des érudits et des universitaires qui critiquent les politiques de l'État d'Israël.

OPC : était pour [a introduit le projet de loi et le décret subséquent]

NPDO : a soulevé des préoccupations concernant la liberté d'expression et la liberté universitaire devant la Chambre, mais ne s'est pas opposé au projet de loi, <https://www.ola.org/en/legislative-business/house-documents/parliament-42/session-1/2020-02-27/hansard#para949>

PLO : ne s'est pas adressé à la Chambre ni n'a fait de commentaires sur le projet de loi et sur le décret subséquent

PVO : aucune position dans le dossier

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/press-releases/ocufa-opposes-ontario-government-circumventing-democracy-and-public-debate-on-bill-168/>

Novembre 2020

Canada Christian College

En 2020, le gouvernement PC a introduit le projet de loi 213, la *Loi de 2020 pour mieux servir la population et faciliter les affaires*, un projet de loi omnibus qui inclut une disposition (annexe 2) permettant au *Canada Christian College* (CCC) d'obtenir le statut d'université et le pouvoir de décerner des baccalauréats en arts et en sciences.

L'OCUFA et d'autres groupes du secteur ont sonné l'alarme quant à cette disposition pour plusieurs raisons, notamment le contournement du processus approprié pour la demande du CCC, puisque le projet de loi du gouvernement a été présenté avant que la CEQEP n'ait formulé une recommandation et que le ministre des Collèges et Universités n'ait pris de décision à ce sujet; l'effet néfaste de l'octroi de privilèges aux établissements privés pour l'attribution de grades sur la qualité et l'accessibilité de l'éducation postsecondaire en Ontario; et les préoccupations très graves concernant les violations des droits de la personne attribuées au propriétaire du CCC, Charles McVety, qui est également un proche allié du premier ministre Ford; ainsi que les inquiétudes concernant la transparence et la responsabilité financières.

À la suite des pressions publiques et des efforts continus de l'OCUFA et d'autres groupes du secteur, le ministre des Collèges et Universités, sur recommandation de la CEQEP, a rejeté la demande du CCC. Le gouvernement a ensuite annoncé que même si le projet de loi 213 avait été adopté dans son intégralité, il ne promulguerait pas l'annexe 2 du projet de loi.

OPC : était pour A introduit le projet de loi 213 et a appuyé l'annexe 2

NPDO : était contre et a introduit et fait adopter une motion à l'Assemblée législative condamnant le discours haineux de McVety et l'intention du gouvernement d'octroyer le statut d'université au CCC, <https://www.ontariondp.ca/news/ndp-motion-passes-legislature-condemns-mcvety-s-hate-speech-opposes-ford-s-deal-make-ccc>

PLO : était contre et a publié une déclaration, <https://ontarioliberal.ca/petition/doug-ford-is-wrong/>

PVO : était contre et a publié une déclaration, <https://mikeschreinermp.ca/schreiner-statement-on-canada-christian-college/>

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/blog-posts/canada-christian-college-should-be-denied-university-status/>

Février 2021

Crise de l'Université Laurentienne et la LACC

En février 2021, l'Université Laurentienne, un établissement public en Ontario, a déposé une demande de protection contre l'insolvabilité en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Ce processus a entraîné la perte de centaines d'emplois et à des compressions dévastatrices des programmes universitaires qui étaient indispensables à la mission de la Laurentienne en tant qu'établissement bilingue et triculturel, dont le mandat est de servir la communauté élargie du Nord de l'Ontario. La crise financière à la Laurentienne était le résultat direct du sous-financement chronique des universités publiques par le gouvernement de l'Ontario. Cependant, cette situation a été aggravée par le refus du gouvernement de l'Ontario d'intervenir pour protéger la Laurentienne, en faisant de celle-ci la première université publique au Canada à chercher la protection contre ses créanciers en vertu de la LACC.

OPC : le gouvernement PC a choisi de ne rien faire et de laisser se poursuivre le processus de la LACC et les pertes de programmes et d'emplois qui en découlent à l'Université Laurentienne, alors qu'il aurait pu mettre fin à ces procédures dévastatrices en acceptant de soutenir et de financer la Laurentienne

NPDO : a soutenu la communauté de la Laurentienne et a fait de nombreux appels au gouvernement pour qu'il intervienne, <https://www.ontariondp.ca/news/horwath-says-it-s-not-too-late-save-laurentian-university>

<https://www.ontariondp.ca/save-laurentian>

<https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/ndp-leader-andrea-horwath-laurentian-university-financial-crisis-1.6209146>

PLO : les libéraux de l'Ontario ont appuyé les appels de la communauté de la Laurentienne et ont exprimé leur soutien à la Laurentienne et leur désaccord quant à l'inaction du gouvernement devant l'Assemblée législative

PVO : a soutenu la communauté de la Laurentienne et a publié une déclaration, <https://gpo.ca/2021/04/13/government-drops-the-ball-in-helping-laurentian/>

Il s'est également engagé à soutenir l'établissement de l'Université de Sudbury en tant qu'école francophone, <https://www.thesudburystar.com/news/local-news/green-government-would-support-university-of-sudbury-as-french-language-school>

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/press-releases/laurentians-collapse-driven-by-ford-governments-agenda-of-austerity-and-privatization/>

<https://ocufa.on.ca/press-releases/ocufa-calls-for-resignation-of-ross-romano-amid-devastating-cuts-to-jobs-and-programs-at-laurentian-university/>

<https://ocufa.on.ca/press-releases/laurentians-senior-leadership-and-minister-of-colleges-and-universities-should-step-down-in-wake-of-financial-crisis/>

<https://ocufa.on.ca/blog-posts/ccaa-at-laurentian-university-threatens-indigenous-studies-and-the-truth-and-reconciliation-commissions-calls-to-action/>

<https://ocufa.on.ca/press-releases/ocufa-disappointed-laurentian-still-resisting-accountability-for-ccaa-devastation/>

Mai 2021

Disposition du projet de loi 276 pour faire de la NOSM une université indépendante

En juin 2021, l'Assemblée législative a adopté le projet de loi 276, la *Loi de 2021 sur le soutien à la relance et à la compétitivité*, un projet de loi omnibus qui inclut deux annexes concernant l'indépendance de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (NOSM) et l'ascension royale de l'Université de Hearst. Les deux annexes de la loi ont été introduites sans consultations avec les professeurs, avec le personnel et avec les étudiants de l'Université de Hearst et de la NOSM, et sans préavis. Le gouvernement a aussi choisi d'exclure les dispositions concernant la composition et les pouvoirs du conseil d'administration et du sénat dans la nouvelle loi de chacune de ces deux universités, ce qui présente une menace pour la gouvernance collégiale et pour le statut d'université approprié des deux établissements.

À la suite des efforts de défense de la part des associations des professeurs de la NOSM et de Hearst, ainsi que de l'OCUFA et d'autres groupes d'intervenants, le gouvernement a modifié la loi de chacune des deux universités afin d'y inclure des dispositions relatives à la composition du sénat et du conseil d'administration; cependant, la définition des pouvoirs de ces deux organes de direction a été laissée aux règlements de la loi.

OPC : a voté pour [a introduit le projet de loi et la modification subséquente concernant la composition des organes de direction]

NPDO : a voté contre et a parlé devant l'Assemblée législative et à l'échelle du comité pour demander au gouvernement d'éliminer les dispositions concernant l'octroi du statut d'établissement indépendant à la NOSM et à Hearst, et de consulter les établissements et les intervenants intéressés. À l'échelle du comité, il a également appuyé les appels à l'inclusion d'un libellé propre à la gouvernance dans les deux lois.

PLO : a voté contre et s'est adressé au comité pour demander que soit tenue une consultation avec les intervenants et que soient retirées les dispositions du projet de loi.

PVO : a voté contre et s'est adressé au comité pour demander que soit tenue une consultation avec les intervenants et que soient retirées les dispositions du projet de loi. Il a également déposé un avis au comité pour voter contre l'annexe 16.

Déclaration de l'**OCUFA** : <https://ocufa.on.ca/blog-posts/ocufa-submits-recommendations-on-government-decision-to-make-nosm-stand-alone-university/>

<https://ocufa.on.ca/blog-posts/nosm-and-universite-de-hearst-officially-become-independent-institutions/>